

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 17/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SECONDLY

3eme rue, port fluvial
59211 Santes

Références : 2025_04_02_Secondly_Santes
Code AIOT : 0007006754

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2025 dans l'établissement SECONDLY implanté 3eme rue, port fluvial 59211 Santes. L'inspection a été annoncée le 25/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SECONDLY
- 3eme rue, port fluvial 59211 Santes
- Code AIOT : 0007006754
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Secondly a été créé en 2012 dans le nord. Le site de Santes existe depuis 2015. Il existe un autre site en Ardèche à Flaviac. Les 2 sites de Santes et de Flaviac constituent deux sociétés indépendantes chapeautées par Secondly Holding. Le groupe est constitué de 75 personnes au global.

Le site a pour activité le démantèlement de matelas. Le process est le suivant : réception et traçage, puis séparation des matières (textile, polyuréthane, latex, métal...). Il existe un démantèlement mécanique pour les matelas ressort et une ligne automatisée pour les matelas en mousse et en latex. Les matelas en laine sont démantelés à la main. Les matières sont ensuite conditionnées en balles et revendues.

Le site de Santes ne fait que du démantèlement. Le site de Flaviac dispose également d'une filière de transformation à destination de l'ameublement, de la protection de sport et loisir ou de l'acoustique automobile. Secondly a également sorti une gamme complète de matelas ressort / mousse / latex.

Le site travaille via des contrats avec des éco-organismes (surtout écomaison, depuis 2014, mais aussi Valobat, depuis 2025, et Valumat depuis 2021). Les matelas récupérés proviennent de bennes dans les déchetteries ou des revendeurs de matelas.

En 2024, Secondly a démantelé 12 000 tonnes de matelas, soit 700 000 matelas, à répartition égale entre Flaviac et Santes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déchets admissibles	Arrêté Préfectoral du 25/11/2016, article 1.2.3	Demande d'action corrective	6 mois
2	GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Demande d'action corrective	15 jours
6	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 25/11/2016, article 10.2.2	Demande d'action corrective	3 mois
7	Niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 25/11/2016, article 10.2.4	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Stockage	Arrêté Préfectoral du 25/11/2016, article 9.1.2	Sans objet
4	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 25/11/2016, article 8.1.1	Sans objet
5	Systèmes de détection automatique	Arrêté Préfectoral du 25/11/2016, article 8.3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a globalement pris en considération les remarques de la visite d'inspection précédente. Le site a cependant fortement évolué depuis 2019 et l'exploitant doit porter à la connaissance du préfet ces évolutions et étudier les éventuels impacts des modifications sur l'environnement (chronique/technologique).

L'exploitant ne satisfait pas à certaines obligations réglementaires concernant les mesures de bruit

et les contrôles des eaux pluviales rejetées après traitement. Il doit faire réaliser ces contrôles réglementaires dans un délai de 3 mois pour se remettre en conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déchets admissibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2016, article 1.2.3
Thème(s) : Situation administrative, Zone de chalandise
Prescription contrôlée : Les déchets admis sur le site sont exclusivement des matelas usagés ou fraction issues du démantèlement de matelas. La réception de tout autre déchet d'une autre nature est interdite. Les matelas traités par SECONDLY proviennent : <ul style="list-style-type: none">• des centres de tri agréés Eco-Mobilier,• d'autres centres de tri non agréés mais récupérant un flux d'encombrants composé de matelas,• des fabricants de matelas qui souhaitent trouver un exutoire pour leurs rebuts de fabrication,• des distributeurs de matelas qui souhaitent trouver un exutoire pour les anciens matelas récupérés lors des ventes de nouveaux matelas. La zone de chalandise s'étend sur les départements suivants : <ul style="list-style-type: none">• 59 : Nord,• 62 : Pas-de-Calais,• 60 : Oise,• 80 : Somme,• 02 : Aisne,• 76 : Seine-Maritime,• La Belgique et les Pays-Bas. Le site fonctionne 24h/24 du lundi au vendredi, soit environ 260 jours par an. Le site comporte un bâtiment de deux cellules : Dans la cellule n°1 sont présents un maximum de : <ul style="list-style-type: none">• 500 m3 de matelas non palettisés (en vrac),• 200 m3 de matelas dans les chambres d'hygiénisation,• 300 m3 de matelas en cours de traitement,• 80 m3 de déchets (poignées, œillets...) Dans la cellule n°2 sont présents un maximum de : <ul style="list-style-type: none">• 350 m3 de balles de mousses-tissus,• 180 m3 de déchets de parties métalliques,• 2 bennes de 40 m3 situées à l'intérieur du bâtiment,• matelas en transit/regroupement de matelas ou fraction issues du démantèlement des matelas pour un volume maximum total dans la cellule (y compris les 350 m3 de balles de mousses-tissus citées plus haut) de 1100 m3.

<p>Inspection de 2019 : La zone de chalandise prescrite à l'exploitant n'est pas respectée. Il conviendra que, dès le renouvellement de marché connu, l'exploitant porte à la connaissance du préfet du Nord la nouvelle zone de chalandise qu'il souhaite obtenir, avec tous les éléments de justification requis vis-à-vis de l'application du principe de proximité.</p>
<p>Constats :</p> <p>La zone de chalandise n'est en réalité pas fixe, car elle dépend d'éco-maison et de ses flux. En effet, en fonction des capacités de chacun des sites réalisant l'activité de démantèlement de matelas, et notamment en cas de saturation ou d'arrêt de certains sites, des flux de toute la France peuvent-être redirigés vers le site Secondly de Santes.</p> <p>L'exploitant précise par ailleurs qu'un porter à connaissance sera déposé prochainement car certains changements ont été apportés au site. Il indique qu'il attendait d'avoir une situation stabilisée avant de déposer un porter à connaissance pour éviter les multiples dépôts. L'exploitant précise que l'installation de dépoussiéreur est prévue pour fin avril, et que le porter à connaissance sera rédigé en suivant.</p> <p>Le PAC demandera la mise à jour de la zone de chalandise pour prévoir les flux pouvant venir d'ailleurs en cas de saturation ou incident sur un autre site.</p> <p>Les quantités maximales présentes par cellules sont suivies uniquement sur la cellule 2. La cellule 1 contient toute la partie traitement, elle n'est pas suivie en quantité. La cellule 2 constitue le stock. Le stock de balles est suivi par type de produit, et tout type confondu pour s'assurer de respecter la valeur limite des 1 000 m³ (rubrique 2714). Le suivi permet également de prévoir les camions pour enlèvement.</p> <p>Il est à noter que les chambres d'hygiénisation n'existent plus. Elles servaient lorsque tout le process était manuel. Aujourd'hui, une grande partie est automatisée et les contacts entre les salariés et les matelas sont réduits. Les deux bennes de 40 m³ ont également disparu. Elles servaient à stocker le textile aujourd'hui conditionné en balles.</p> <p>L'état des stocks de la veille (1^{er} avril) a été consulté. Il mentionne la présence de 450 balles, soit 576 m³ environ (une balle équivaut à environ 1,28 m³ d'après l'exploitant). Le tableau de suivi renvoie un voyant orange si la quantité stockée atteint 900 m³ afin de mettre en évidence l'approche du seuil des 1000 m³.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le porter à connaissance visant à mettre à jour la situation du site est déposé sous 6 mois maximum. Il précise les modifications ayant eu lieu et leurs impacts. L'exploitant vérifiera également les impacts de ses modifications sur l'arrêté préfectoral.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 2 : GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GEREP
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : - les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieures à 2t/an. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : - les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2000 t/an. — Inspection de 2019 : il avait été demandé à l'exploitant de fournir une déclaration GEREP au titre de l'année 2018 pour les déchets non dangereux et au titre de l'année 2019 pour les déchets dangereux.
Constats : L'exploitant précise ne pas avoir accès à GEREP pour réaliser ses déclarations. Les droits ont été ouverts suite à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2016, article 9.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage
Prescription contrôlée : En fonction du risque, le stockage pourra être divisé en plusieurs volumes unitaires (îlots). Dans tous les cas, le stockage de matelas et mousse est organisé de telle façon qu'au minimum le tiers de la surface au sol n'est en aucun cas utilisée à des fins de stockage. Des passages libres, d'au moins 2 mètres de largeur, entretenus en état de propreté, sont réservés latéralement autour de chaque îlot, de façon à faciliter l'intervention des services de sécurité en cas d'incendie. La hauteur des stockages ne doit pas excéder 2,5 mètres. Dans le cas de stockage de produits dont 50% de la masse totale unitaire est composée de polymères à l'état alvéolaire ou expansé, le stockage est divisé en îlots dont le volume unitaire ne doit pas dépasser 600 mètres cubes. Le stockage est interdit en mezzanine. L'aire de charge des batteries des chariots est située dans un emplacement extérieur ou isolé par des parois REI 120 au stockage de matelas et mousses. —

Inspection de 2019 : En cellule 2, une ligne matérialisait l'écart minimal à la paroi requis (10m). Quelques matelas étaient stockés au delà de cette limite. Ceux-ci devaient être retirés.
Constats : En cellule 2, le stockage de matelas n'est plus réalisé du côté de la paroi extérieure.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les installations ayant fortement évolué, il est demandé à l'exploitant d'intégrer à son porter à connaissance les informations relatives aux risques technologiques associés à ses installations (incendie, explosion).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2016, article 8.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Plan
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Un plan schématique doit être apposé à proximité de l'entrée principale du bâtiment sous forme de pancarte inaltérable pour faciliter l'action des sapeurs-pompiers. Ce plan devra comporter : <ul style="list-style-type: none"> • les cloisonnements principaux, • les dégagements, • l'emplacement : <ul style="list-style-type: none"> ◦ des vannes de mise en œuvre du confinement des eaux incendie, ◦ des divers locaux de techniques et autres locaux à risques particuliers, ◦ des dispositifs de commande de sécurité, ◦ des dispositifs de coupure des fluides et sources d'énergie, ◦ des moyens d'extinction et d'alarme. Les zones à risques sont matérialisées par tous les moyens appropriés. L'exploitant doit signaler les organes de coupures des différents fluides (électricité, gaz, fuel...) par des plaques indicatrices de manœuvre. <p>_____</p> Inspection de 2019 : la zone de stockage du produit inflammable Desogerme Virex NF n'est pas mentionnée sur la plan général. Le plan est affiché et comporte les informations requises mais les vannes et autres organes de coupure devraient être plus clairement indiqués sur le plan et signalés sur site.
Constats :

<p>Le produit inflammable Desogerne Virex NF n'est plus stocké sur le site d'après l'exploitant. Il s'agissait d'un produit utilisé dans les chambres d'hygiénisation, qui ne sont plus utilisées. La visite terrain n'a pas mis en évidence la présence de ce produit.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a présenté son plan sur lequel les vannes et autres organes de coupure sont indiqués correctement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Systèmes de détection automatique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2016, article 8.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérification</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une détection automatique incendie avec transmission en tout temps de l'alarme à l'exploitant est présente dans le bâtiment d'exploitation. Cette détection actionne l'alarme d'évacuation immédiate audible en tout point du bâtiment.</p> <p>L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>—</p> <p>Inspection de 2019 : L'exploitant dispose de huit détecteurs de flamme IR. Il dispose d'un plan précis d'implantation. La périodicité semestrielle de vérification et de test des dispositifs n'était pas respectée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport de l'intervention SCUTUM datée du 04/06/24. Le rapport précise que le remplacement de la batterie transmetteur déclencheur n°15 est à prévoir.</p> <p>L'exploitant précise qu'une autre vérification a été effectuée en décembre 2024, conformément à la fréquence prévue. Cependant, il n'a pas été en mesure de fournir le rapport de contrôle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet sous une semaine le rapport de contrôle de la détection automatique de décembre 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Rejets aqueux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2016, article 10.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait réaliser par un laboratoire extérieur agréé, une analyse annuelle sur les eaux pluviales de voiries en sortie du séparateur d'hydrocarbures, et avant mélange avec les eaux pluviales de toiture afin de respecter les valeurs limites fixées à l'article 4.3.10</p> <p>Article 4.3.10</p> <p>Les eaux pluviales de voiries en sortir du séparateur d'hydrocarbures, et avant mélange avec les eaux pluviales de toiture, respectent les valeurs limites en concentration suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • DCO : 300 mg/L • DBO5 : 100 mg/L • MES : 100 mg/L • Hydrocarbures totaux : 10 mg/L • Azote global : 30 mg/L • Phosphore total : 10 mg/L
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant confirme que les eaux pluviales transitent par un séparateur hydrocarbure avant rejet. Cependant, il ne dispose pas d'analyses annuelles de ces eaux pour s'assurer de l'efficacité du traitement réalisé.</p> <p>Sur demande de l'inspection, l'exploitant a présenté le bon d'intervention du dernier curage du séparateur hydrocarbures. L'intervention est datée du 31/03/25, et est associée au BSD-20250328-6HSDXCF9D (ORTEC pour eaux hydrocarbonnées).</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le bon d'intervention précédent, ni de préciser si la fréquence de curage est annuelle ou si le curage intervient tous les deux ans.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fait réaliser, sous 3 mois, des analyses des eaux pluviales. Il transmet à l'inspection des installations classées le rapport de contrôle dès réception.</p> <p>Il reconduit ensuite ces analyses à une fréquence annuelle pour s'assurer du bon traitement des eaux pluviales par le séparateur hydrocarbure.</p> <p>L'exploitant fournit à l'inspection sous une semaine les documents relatifs au curage précédant celui du 31/03/25.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Niveaux sonores

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2016, article 10.2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance</p>

Prescription contrôlée :

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la notification du présent arrêté, puis renouvelée tous les trois ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Valeurs limites d'émergence (cf. article 7.2) :

Niveau de bruit ambiant existant dans les ZER (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Niveaux admissibles en limite de propriété (cf. article 7.2) :

Périodes	Période de jour Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté une mesure de bruit réalisée dans le cadre de la protection du travailleur. L'exploitant ne dispose pas de mesures de bruit telles que prévues à l'article 10.2.4 de son arrêté préfectoral du 25 novembre 2016.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fait réaliser des mesures des niveaux de bruit en limite de propriété et en zones à émergence réglementée sous 3 mois. Il fournit le rapport de contrôle à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois